

# Rien ne va plus

Premier acte de la crise au village : la remise en cause du projet par un conseiller « dissident », **Léopold Baulies**, cultivateur propriétaire à la Hourtanère, proche de l'ancien maire Saint-Laurent, toujours adjoint. En août 1900, trois mois après les élections municipales, un conseil houleux remet en question le projet de l'école. Les registres municipaux nous le racontent, on s'y croirait :

*« Monsieur **BAULIES** prend la parole. (...) D'après lui, la maison Malet est insalubre et manque de solidité, n'a aucune valeur et se trouve bien surpayée. Il voudrait la construction d'un groupe scolaire, c'est-à-dire d'une double école pour garçons et filles, qui pourrait être établie au Levant du village, à côté du chemin qui va vers l'église. Il croit que ce projet ne coûterait guère plus que celui qui est au ministère.*

*Le maire fait observer que le jour lui paraît mal choisi pour agiter cette question : ce n'est pas au moment où la solution va intervenir qu'il faut remettre le projet sur le tapis. Le conseil municipal a délibéré dans toute la plénitude de ses droits. Le dossier est passé par toutes les filières administratives et pas la moindre opposition ne s'est produite, soit au moment de l'enquête, soit plus tard.*

*La proposition de Monsieur Baulies lui paraît malvenue à cette heure. Comme la solution de semblable affaire se fait toujours attendre fort longtemps, on risquerait fort de voir de nouvelles propositions à chaque changement au renouvellement du conseil et aucune amélioration ne pourrait se produire. Le projet soumis au ministère donne satisfaction à tous les besoins : les bâtiments n'auront pas l'élégance et construction neuve ; mais ils seront convenables et surtout moins coûteux.*

*M. Baulies croyant toujours le contraire, le maire lui propose de choisir lui-même un autre emplacement, d'en arrêter le prix avec le propriétaire, de prendre un architecte ou un bon ouvrier quelconque capable de faire un plan et un devis régulier et il promet de se ranger à son avis s'il ne se trouve pas un surcroît de dépenses considérable.*

*M. Baulies n'accepte pas cette dernière proposition, il persiste toujours à faire rentrer le dossier ; on appellera ensuite l'architecte du département qu'on chargera de former un nouveau projet dans les conditions ci-dessus exposées.*

*Une demande de scrutin ayant été faite, la question Baulies a été mise aux voix. D'après le scrutin, quatre voix se sont prononcées pour et six contre. Par conséquent cette proposition n'a pas été adoptée.*

*Le procès-verbal qui précède a été rédigé séance tenante. Le maire en a donné lecture et tous les membres du conseil ont reconnu qu'il reproduit fidèlement les débats.*

*Fait à Puylausic , le 26 août 1900*

*Trois membres, messieurs St Laurent, Baulies et Bertin ont refusé de signer. Tous les autres membres du conseil ont signé : Augé, Malet, Olivier, Sansas, Léran, Courbion, Roignan maire. »*

Deuxième acte à la rentrée : la guerre entre Roignan et les nouveaux instituteurs.

Un nouveau couple d'instituteurs est nommé à Puylausic : **Edouard et Joséphine Gleyses**. Ce sont de bons maîtres d'école, appréciés par leur administration et par les pères de famille.

Roignan connaît Gleyses et il ne veut pas de lui à Puylausic. Il intrigue pour empêcher sa nomination, en vain. Les Gleyses s'installent en octobre 1900<sup>9</sup> (toujours dans la maison Archidec). Ils ne se présentent pas chez le maire à leur arrivée comme le veut l'usage, et ils ne lui adressent pas de vœux de bonne année en janvier. Furieux, Roignan essaie de récupérer le mobilier du logement des instituteurs, au prétexte qu'il appartient à la commune.

Cerise sur le gâteau : Gleyses s'entend bien avec Baulies. Ensemble, ils causent politique, au grand dam de Roignan.

## *Le nouveau projet est adopté*

L'histoire ne dit pas comment Baulies s'y est pris pour faire revenir ses collègues sur leur premier vote : toujours est-il que six mois après cette réunion orageuse, le conseil s'accorde à l'unanimité pour demander un devis pour aménager la maison Malet en une école double. Il a coupé la poire ne deux : on ne démolit rien, et on crée une école double.

---

<sup>9</sup> C'est cette même rentrée 1900 que décrit Marcel Pagnol dans « La gloire de mon père »

Le maire confie au sous-préfet de Lombez qu'il préférerait garder l'ancien projet, bien moins onéreux et demande l'avis de l'administration en mettant en avant non pas ses griefs personnels, bien sûr, mais la misère de ses administrés. Le préfet est bien d'accord : il faut s'en tenir à l'ancien projet, car si on devait modifier les projets au rythme des changements électoraux, on irait vite au chaos.

Passant outre l'avis du préfet, le conseil vote en décembre à l'unanimité la démolition de la maison Malet pour construire une école double toute neuve. Baulies a gagné.

**1902.** Roignan ne s'avoue pas vaincu, il essaie d'empêcher le vote du budget concernant l'école. Pour cela, il démissionne ! Le pari est osé, il se fait réélire quelques jours plus tard par le conseil municipal et le budget est voté.

L'école double coûtera 21.000 F ; les accords administratifs suivent. On attend encore la subvention. Le temps passe.

Le mois de **mars 1903** est marqué par deux décès. Roignan perd sa fille Madeleine, âgée de 27 ans. Elle décède chez lui. Ce deuil va s'ajouter aux contrariétés qu'il vit à la mairie.

A la Houme<sup>10</sup>, le père Malet meurt, la maison revient à son fils aîné. La maison est expertisée, déclarée en très mauvais état et estimée à 850 F (au lieu des 4.000 f prévus au budget). Le maire relance l'administration. Une subvention de 12.000 f est accordée en septembre. La maison est enfin achetée en décembre 1903 .

## 1904 - Enfin, on construit l'école

Les travaux se déroulent l'année suivante. Parmi les commerces de Puylausic se trouve l'épicerie-bureau de tabac de Ferdinand Verdier. L'épicière **Anita Verdier** est la grand-mère de Gilbert Laffont, notre doyen. Elle a alors 34 ans et une fillette de 4 ans, Agnès. Elle prépare les repas des ouvriers de l'entrepreneur **Collonges** de Samatan qui démolissent les vieux bâtiments et construisent l'école. Le salaire qu'elle en tire lui permet de s'acheter une salle à manger. On peut encore voir une table de cet ensemble de meubles dans le 'bar' de Gilbert.

---

<sup>10</sup> On écrivait encore : La Oume.

Pendant que s'élèvent les murs de la nouvelle école, une nouvelle crise éclate à l'occasion des élections municipales. Il faut retrouver le climat politique de l'époque : on est républicain lorsqu'on n'est pas bonapartiste ou royaliste, et l'énorme mouvance républicaine est en train de se scinder et de donner naissance à plusieurs partis dont les tendances s'échelonnent jusqu'aux extrêmes droite et gauche, si bien que tous se déclarent républicains. Le pouvoir est aux radicaux socialistes. L'anticléricisme est à son comble.

## *Guerres politiques et personnelles*

A Puylausic, les protagonistes se posent tous en républicains dévoués. Pour y voir plus clair, disons que si tous se déclarent partisans de la République, la plupart semblent de droite. Or, ce sont les radicaux socialistes qui ont le pouvoir. Les courriers échangés entre le préfet, les conseillers généraux, etc. montrent que ces citoyens remuants sont considérés comme de droite ; on disait à l'époque *cléricaux* ou *réactionnaires*.

D'un côté, Roignan et son conseil (comprenant Baulies) : ses querelles avec le curé Lannes semblent taries depuis longtemps. Il est parrain d'une des cloches de l'église (on peut encore lire son nom sur la cloche la plus haute). On ne peut donc pas le qualifier d'anticléric. Il se représente aux élections de 1904.

De l'autre, Baulies mène le *Comité républicain radical socialiste*, qui compte une trentaine de membres au village ; en homme avisé, Gleyses n'en fait pas partie. Cependant, Roignan l'accuse d'avoir rédigé et fait imprimer la profession de foi de la liste d'opposition, toujours menée par l'ancien maire Saint-Laurent. Saint-Laurent n'a pourtant rien d'un socialiste : deux ans plus tôt, il a ouvert sa maison à la réunion publique d'un républicain notoirement réactionnaire : le candidat député le marquis de Pins, ancien maire de Monbrun près de Cologne, révoqué pour ses positions dans l'affaire Dreyfus et pour son refus de laïciser son école communale.

Roignan est réélu maire pour un troisième mandat avec sa liste entière. Voici ce que dira de ce nouveau conseil un peu plus tard **Rotis**, notaire et conseiller général de Lombez : « *Ils de disaient tous de fermes républicains, mais parmi eux il n'y avait, à*

*part un, que des cléricaux et des rats d'église. »*

La réaction à l'élection ne tarde pas : le dimanche suivant, on découvre des mais. Normalement, les mais sont déposés devant la maison des élus (ou des jeunes filles, mais c'est une autre histoire) pour leur faire honneur. Ce sont les troncs minces de très jeunes arbres qu'on décore de fleurs, feuillages, de drapeaux ou d'inscriptions. Des mais décorés sont dressés devant l'école et portent l'inscription :

*« A nos chers et sympathiques instituteurs,  
Hommage des Républicains »*

D'autres mais sont déposés devant le Cercle. Le Cercle était une sorte d'association conviviale qui se réunissait dans l'actuelle maison Huc et où on passait les veillées à se raconter des histoires, à jouer aux cartes... On peut lire entre les drapeaux et les fleurs qui l'ornent :

*« Gloire aux vaincus,  
vive la jeunesse républicaine »*

Roignan pique ce jour-là la colère de sa vie. Il est fou de rage. Il se sent personnellement agressé, injurié. En fait, il est anéanti.

A partir de ce moment, il ressasse ces événements avec amertume et colère. Il demande encore la mutation de Gleyses, et recommence chaque année. Pour l'obtenir, il se plaint au sous-préfet, au préfet, au conseiller général **Lacomme**, réputé cléricale, et même au ministre, de l'insulte qui lui a été faite. Le ministre demande un rapport au préfet, et au vu de la réponse, délaisse l'affaire. Il se sent l'objet d'une « *guerre acharnée* », de « *mensonges et calomnies* ».

Il écrit même au ministre ! Il lui relate l'histoire des élections où les mais deviennent un « *arc de triomphe* », dénigre Gleyses, « *sa méchanceté, sa négligence, son apathie* » et sa femme « *ses bavardages et ses habitudes cancanières* ». Le ministre demande un rapport au préfet. Le préfet explique qu'il s'agit de querelles intestines entre les « *factions républicaines de Puylausic* ». L'affaire en reste là.

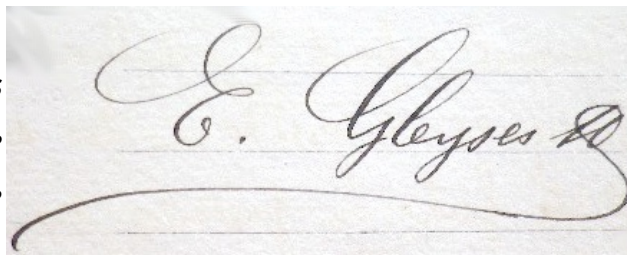
Seuls les élus, toujours à l'affût de nouvelles voix, apportent leur soutien à l'un ou l'autre clan. Gleyzes obtient le soutien des élus socialistes : le conseiller général de Lombez **Rotis**, celui de L'Isle-Jourdain **Délieux**, le sénateur **Laterrade**. Sa hiérarchie et les pères de familles sont contents de lui. Il reste en place, mais démissionne de sa fonction de secrétaire de mairie. La guerre continue.

**1905.** L'école est enfin terminée.

A la rentrée, les Gleyses rejoignent leurs postes et Roignan devrait leur remettre les clés, mais il explique au préfet que « *cela [lui] répugne souverainement* ». Il propose de les faire déposer chez le sous-préfet à Lombez.

Finalement, c'est Rotis, notaire à Lombez et conseiller général favorable à Gleyses qui, sur ordre du préfet, se rend à Puylausic pour remettre les clés de l'école aux instituteurs. Il raconte :

« *Avant de me rendre aux écoles, je suis passé chez M. le Maire pour le prévenir(...), j'ai eu le regret de ne pas le trouver chez lui* ».

A handwritten signature in cursive script, reading "E. Gleyses". The signature is written in dark ink on a light-colored, slightly textured paper. The letters are fluid and connected, with a prominent flourish at the end of the word "Gleyses".

« *L'ouverture des portes s'est faite par M. et Mme Gleyses, instituteurs, sans autres témoins. En prenant possession de ces locaux, M. Gleyses m'a fait remarquer que la porte qui, de l'intérieur donne accès au préau des filles était ouverte. Il est probable que le dernier détenteur des clés avait négligé de la fermer.* »

On devine le sourire narquois de Gleyses !

« *J'ai recommandé aux instituteurs de s'abstenir de toute manifestation ( ...) ils m'ont assuré qu'ils ne soulèveraient pas d'incidents et qu'ils observeraient une neutralité absolue, en ne s'occupant que de leurs écoles* ».

Cependant, malgré la remise des clés et l'approche de l'hiver, l'école n'ouvre toujours pas. Roignan fait de la résistance, arguant qu'il faut encore sabler la cour, planter des arbres, et ensuite procéder à la réception des travaux... <sup>11</sup>

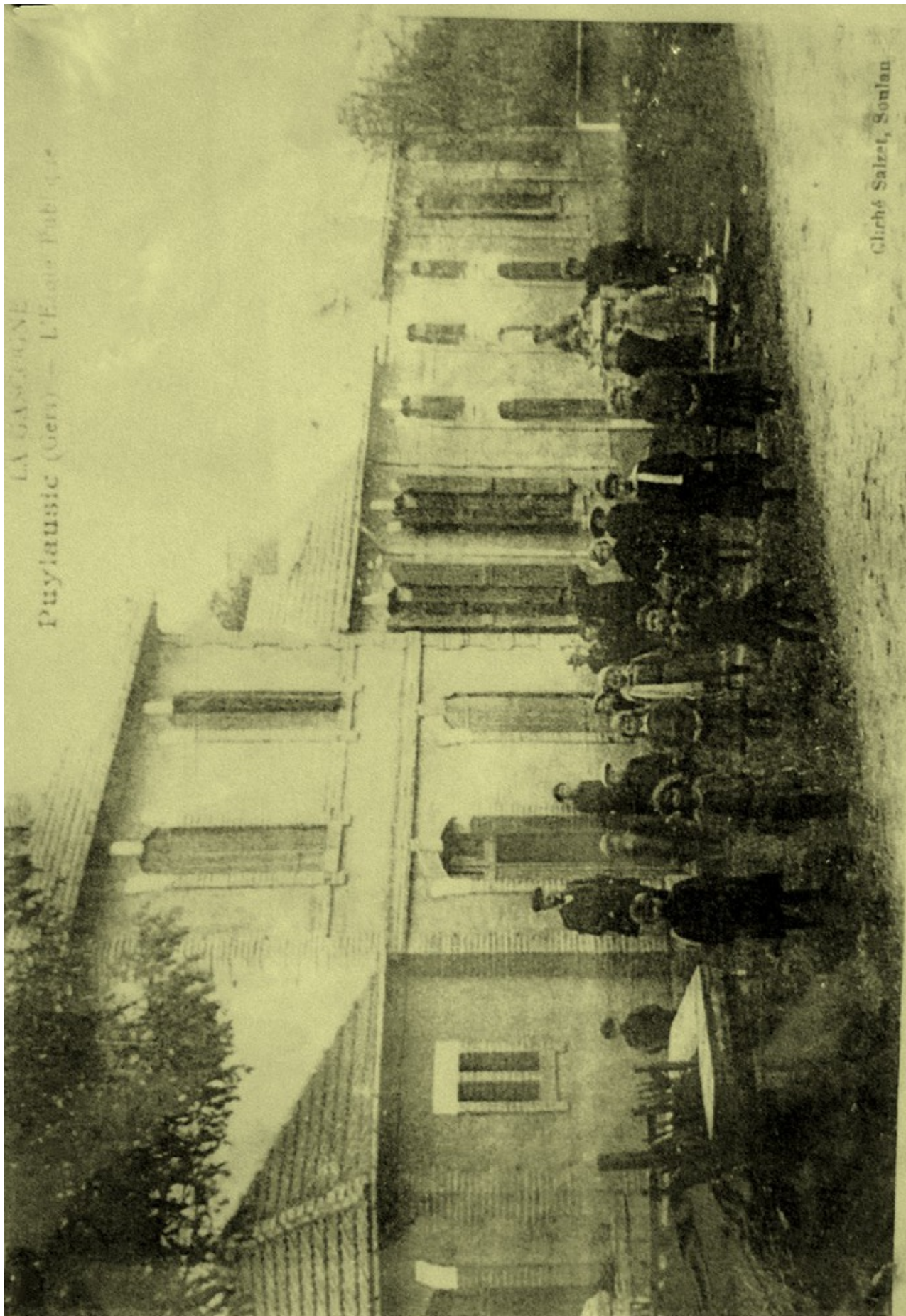
Enfin, le **1er juillet 1906**, quinze ans après la demande de l'inspecteur d'obtenir une école, huit ans après le vote du premier projet, quatre ans après le vote du second, la réception **définitive des travaux** a enfin lieu. « *Elle se déroule, dit le maire, à la satisfaction générale* ». On ne pouvait guère espérer moins !

La rentrée 1906 se fait dans la nouvelle école.

Parmi les enfants présents ce jour-là se trouvait la fille de l'épicière, la petite Agnès Verdier, 6 ans, qui deviendra la maman de Gilbert Laffont.

---

<sup>11</sup> C'est au cours de cet hiver qu'est votée la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat (décembre 1905)



L'école vers 1907. Les maîtres sont vraisemblablement les époux Gleyses.